Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel

Décision du 4 février 2004

En cause de la société coopérative intercommunale ALE-Télédis, sise rue Louvrex 95, à 4000 Liège ;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, et en particulier les articles 133 § 1^{er} 10° et 156 à 160 ;

Vu la décision du collège d'autorisation et de contrôle n°1/2001 du 10 janvier 2001 ;

Vu le rapport d'instruction établi par le secrétariat d'instruction du Conseil supérieur de l'audiovisuel et son complément ;

Vu le grief notifié à l'ALE-Télédis par lettre recommandée à la poste le 4 septembre 2003 :

« de ne pas distribuer le programme « Canvas » en contravention aux articles 81 et 82 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion » ;

Entendu Monsieur Jacques Delderenne, Directeur général adjoint, en les séances du 15 octobre 2003 et du 7 janvier 2004.

1. Argumentaire du distributeur de services par câble

L'ALE-Teledis rejette le grief au motif qu'il assure – depuis la décision du Collège d'autorisation et de contrôle de 2001 - la distribution du service « Canvas » de la VRT en mode numérique et en clair, sans abonnement supplémentaire. Toutefois, un équipement terminal approprié (décodeur) étant nécessaire, peu de personnes captent ce programme. Le distributeur les évalue à 8% des abonnés.

Le distributeur fait part du fait que son activité est dirigée principalement vers le public francophone et doit répondre, en raison de sa situation géographique, à une demande du public de disposer de services en langue allemande et de services dans d'autres langues étrangères.

Il soutient qu'il n'y a pas de demande spécifique pour la diffusion du service « Canvas » et que son offre en mode analogique telle que proposée aujourd'hui répond à la demande du public.

Il fait état de l'engagement qu'aurait pris Canal + Belgique en vue de la fourniture à tous les abonnés d'un décodeur numérique.

2. Décision du Collège d'autorisation et de contrôle

Selon l'article 82 § 1^{er} 4° du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, les distributeurs de services par câble doivent garantir la distribution sur leurs réseaux d'une offre de base

comprenant deux services du service public de radiodiffusion de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre deux services de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française. Selon l'article 81 § 1^{er}, si l'offre de base n'est pas fournie par un distributeur de services par câble, l'opérateur de réseau de télédistribution est tenu d'exercer l'activité de distributeur en fournissant l'offre de base.

Cette offre de base est préalable à la fourniture de toute offre complémentaire et doit être garantie à tous les abonnés aux réseaux de télédistribution de la Communauté française de Belgique, à un prix déterminé, selon une qualité donnée et sans discrimination géographique ou sociale.

La fourniture d'une offre de base au public de la Communauté française par les distributeurs de services par câble a pour objectif de garantir la liberté du public d'accéder à une offre pluraliste dans les services de radiodiffusion.

La distribution du service « Canvas » uniquement selon une norme de diffusion numérique, même si elle correspond à des standards techniques reconnus, sans que des terminaux appropriés soient mis à la disposition du public, empêche un nombre significatif d'utilisateurs finaux de recevoir le service concerné.

Le Collège d'autorisation et de contrôle constate dès lors qu'en convertissant et en diffusant en mode numérique le service « Canvas », lequel est diffusé par la VRT en mode analogique, l'ALE-Télédis ne distribue pas ledit service au moment de sa diffusion et dans son intégralité, au sens de l'article 82 § 1^{er} 4^o du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle, après en avoir délibéré, déclare le grief établi et condamne la société coopérative intercommunale ALE-Télédis à une amende de 15.000 € (quinze mille euros).

Fait à Bruxelles, le 4 février 2004,

Evelyne LENTZEN, présidente
André MOYAERTS
Philippe GOFFIN
Jean-François RASKIN, vice-présidents
Jean-Claude GUYOT
Michel HERMANS
Pierre-Dominique SCHMIDT, membres.